Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

164-165 | 2021

Ethnographier la liberté

L'anthropologie : pratique de la liberté

Association française des anthropologues

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/10484>

DOI : 10.4000/jda.10484

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 3 mai 2021

Pagination : 13-17

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Association française des anthropologues, « L'anthropologie : pratique de la liberté », *Journal des anthropologues* [En ligne], 164-165 | 2021, mis en ligne le 02 juillet 2021, consulté le 16 mars 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/10484> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.10484>

L'ANTHROPOLOGIE : PRATIQUE DE LA LIBERTÉ

La fresque murale qui figure sur la couverture de ce numéro du *Journal des anthropologues* a été réalisée en janvier 2019 par l'artiste-peintre Pascal Boyart, alias *PBoy*¹. Elle ornait un mur de la rue d'Aubervilliers, dans le XIX^e arrondissement de Paris. C'est une rue connue pour la promotion de la convivialité et d'une politique de quartier participative à travers le *Street art*, dans laquelle de nombreux artistes exercent régulièrement leur talent sur les façades². Cette rue est aussi chargée d'histoire, témoin de nombreux malaises qui hantent aujourd'hui la société française, mêlant inextricablement questions sociales³, politiques de l'identité et contexte géopolitique⁴. En effet, la rue d'Aubervilliers est aussi tristement célèbre pour avoir été, en 1962, le lieu de plusieurs attentats de l'OAS⁵ à l'encontre des cafés tenus par des Algériens, avant de voir grandir Chérif et Saïd Kouachi, eux-mêmes auteurs d'un attentat contre la rédaction du journal *Charlie Hebdo* près d'un demi-siècle plus tard.

Version remaniée de la fameuse toile *La Liberté guidant le peuple* d'Eugène Delacroix, la fresque de *PBoy* représentait une Marianne guidant les Gilets jaunes dans un Paris en feu, baigné dans la brume des gaz lacrymogènes. En dépit de sa popularité auprès des riverains et de son succès médiatique immédiat, elle fut effacée par une entreprise de nettoyage privée sur ordre des autorités préfectorales un mois seulement après sa réalisation, dans ce même Paris qui,

1 Pascal Boyart, Fresque "*La Liberté guidant le peuple*", 2019, Paris. Photo @anton.lc5
Voir le site de *PBoy* : <https://www.pboy-art.com>

2 Notamment autour du projet Mur-Forum Rosa Parks rue d'Aubervilliers.

3 Selon l'INSEE, en 2018, le XIX^e arrondissement affichait un taux de pauvreté de 23%, contre environ 14,5% sur l'ensemble du territoire français.

4 Fassin D., Fassin É. (dir.), 2006. *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*. Paris, La Découverte.

5 L'Organisation armée secrète était une organisation paramilitaire clandestine proche de l'extrême droite créée en février 1961, défendant la poursuite de la présence coloniale de la France en Algérie, notamment par la violence armée.

dans l'émoi des suites du massacre commis par les frères Kouachi, avait pourtant été considéré symboliquement comme la ville de la liberté d'expression.

La destruction physique de cette œuvre d'art urbaine, dont il n'existe plus que des photographies, est un signe des temps. Elle marque la rétraction de l'espace de la critique⁶, que l'on observe aussi bien dans les domaines de l'art et de la culture que dans celui des sciences sociales. Quand les premiers se voient étouffés par les restrictions sanitaires particulièrement strictes, le second est depuis peu la cible d'attaques en règle de la part du pouvoir. La Loi de programmation pour la recherche est en effet une réforme prenant place dans une série d'atteintes au fonctionnement et à l'indépendance de l'ESR en favorisant la logique de recherche sur projets à court terme et la technocratisation de ses instances représentatives. Auparavant émanation du collectif des paires, elles deviennent graduellement des émanations de l'État, marquant une inversion de la représentation. On assiste par ailleurs à une série d'attaques publiques visant à défaire la légitimité des productions intellectuelles critiques, dont le dernier avatar est l'accusation d'« islamo-gauchisme » — terme creux et sans fondement⁷ — que subissent les sciences sociales. Les politiques n'en sont pas à leur première dénonciation d'une complicité supposée de ces dernières avec le terrorisme. La sociologie et l'anthropologie sont considérées de longue date comme coresponsables de la terreur ou des fractures de la société qu'elles se donnent pour tâche d'analyser. Manuel Valls avait déjà évoqué « la culture de l'excuse » en novembre 2015 suite aux attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Casher. Il reprenait alors les thèses développées par Philippe Val⁸ — ancien rédacteur en chef de *Charlie Hebdo* — dans un ouvrage publié quelques mois avant la tuerie, dans lequel il accusait les sciences sociales de déresponsabiliser les individus en analysant les contraintes qui pèsent sur eux, montrant par là même sa profonde incompetence et sa méconnaissance du travail scientifique⁹. C'était déjà un thème prisé par Nicolas Sarkozy quelques années auparavant.

6 Fassin D., Harcourt B. (dir.), 2020. *A Time for Critique*. New York, Columbia University Press. Malgré cette rétraction, il faut noter la permanence de l'œuvre critique grâce à sa duplication par la photographie, ce qui indique la puissance dont sont porteuses les images et éclaire l'envie pour le pouvoir coercitif de les combattre d'un côté et d'en faire usage de l'autre. Cf. Hans Belting, 2004. *Pour une anthropologie des images*. Paris, Gallimard.

7 Nous renvoyons à la généalogie critique et à la déconstruction de cette notion proposée par notre collègue Samuel Hayat dans sa tribune « L'islamo-gauchisme : comment ne naît pas une idéologie », *L'Obs*, 27 octobre 2020. En ligne : <https://www.nouvelobs.com/idees/20201027.OBS35262/l-islamo-gauchisme-comment-ne-naît-pas-une-ideologie.html>

8 Val Ph., 2015. *Malaise dans l'inculture*. Paris, Grasset.

9 Nous renvoyons à la réponse à cette accusation publiée sous forme d'ouvrage par le sociologue Bernard Lahire, 2016. *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue culture de l'excuse*. Paris, La Découverte.

Le discrédit porté sur les sciences sociales, jouant sur l'opposition binaire et fictive entre des recherches « engagées » et des recherches qui seraient « purement » scientifiques, n'a donc rien de nouveau. Mais l'intensification de la violence des attaques envers les sciences sociales et la dissémination dans l'ensemble de la société de termes qui étaient cantonnés à l'extrême droite, doivent être entendues comme des signaux extrêmement alarmants de la dégradation des conditions du débat démocratique dans le pays. En demandant qu'on régule juridiquement ce qu'il est permis de penser ou pas, la confusion des pouvoirs bat son plein et la censure guette. Non sans évoquer les prémisses d'un nouveau genre de maccarthysme, des élus et des ministres attisent les conflits partisans et pointent des boucs émissaires en demandant des commissions d'enquêtes et des régulations pour encadrer le débat scientifique, après avoir accusé les universités de se laisser gangréner par une idéologie fictive, « l'islamo-gauchisme ». On voit ainsi se multiplier les menaces de mort à l'encontre du corps enseignant, la publication de listes de noms (y compris par des députés¹⁰) pour livrer les chercheur·es à la vindicte, la publication de sondages démagogiques sommant le public de se prononcer sur son inquiétude quant aux « dérives idéologiques » que connaîtraient les universités. À l'instar de nombreux autres pays dans le monde auparavant, bien que dans une intensité moindre — pour l'instant — l'espace public français est devenu le théâtre d'un affrontement entre un pouvoir conservateur et néolibéral d'une part, et l'Université et la recherche d'autre part : une véritable « guerre culturelle » est menée à l'encontre des sciences sociales critiques¹¹ dans l'arène médiatique. Cela ne manque pas de renforcer les divisions et les conflits préexistants dans le monde académique. Ce qu'écrivait Bourdieu à propos de la sociologie est vrai de toutes les sciences sociales : elles dérangent. Elles dérangent parce qu'elles dévoilent, notamment les inégalités et leurs ressorts ; elles ne se distinguent en rien en cela des autres sciences. Elles peuvent « fournir les moyens réalistes de contrecarrer les tendances immanentes

10 Après avoir demandé, de concert avec l'élus LR Damien Abad, une mission d'information sur les dérives idéologiques dans les universités, le député Julien Aubert a publié sur son compte Twitter une liste de profils d'universitaires « coupables », désignant entre autres notre collègue Christelle Rabier, historienne très engagée dans le mouvement contre la LPR.

11 Bougon F., « "Guerres culturelles" : les sciences sociales sont prises pour cible du Brésil à la Pologne », *Mediapart*, 12 mars 2021. En ligne : https://www.mediapart.fr/journal/international/130321/guerres-culturelles-les-sciences-sociales-sont-prises-pour-cibles-du-bresil-la-pologne?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xitor=CS3-66&fbclid=IwAR1vAXFl0zoke81ZSvbNVIAjsI-6C5DI-zK3tCQWwkexIesHbzVFCUAijRVs

de l'ordre social¹² ». En ce sens, les sciences sociales en général, et l'anthropologie en particulier, sont aujourd'hui des pratiques de la liberté, et à ce titre leur domaine doit être protégé.

Ne devait-on pas s'attendre à ces tentatives de musèlement de la critique dans l'annonce d'un programme politique qui ne se voulait « ni de droite ni de gauche » ? — c'est-à-dire idéalement sans opposition, condition pourtant *sine qua non* du dissensus démocratique. D'ailleurs la loi « sécurité globale » est porteuse de cette philosophie autocratique : celle d'une société parfaite, sans crime, où tout se contrôle et se maîtrise, où le débat et la vigilance critique seraient inutiles. Les débats sur la scientificité des travaux des chercheur·es doivent évidemment avoir lieu, mais ils doivent avoir lieu — et ils ont bien lieu — entre pair·es, dans l'arène académique, et non entre scientifiques et élu·es politiques. Contrairement à ce que prétendent ces dernier·es, ce ne sont pas les sciences sociales, fussent-elles poststructuralistes ou postcoloniales, qui constituent un péril pour la liberté de penser, mais bel et bien la volonté d'encadrer juridiquement les domaines du pensable et du dicible, en gravant dans le marbre le caractère irrecevable de certaines pensées dès lors requalifiées en ennemies de l'unité nationale et/ou républicaine.

Le rôle du gouvernement dans le déclenchement de ces attaques envers les intellectuel·les d'opposition a inquiété jusqu'aux chercheur·es exilé·es en France, ayant fui des attaques de leurs États respectifs contre les universités. Pinar Selek, enseignante-chercheure et écrivaine turque exilée à Strasbourg¹³, et Marcia Tiburi¹⁴, qui a dû quitter son Brésil natal faute de pouvoir y mener sereinement ses recherches sur le genre, toutes deux accueillies dans le cadre du programme « Pause » (Programme d'accueil en urgence des scientifiques en exil), ont fait part de leurs inquiétudes de voir se reproduire dans leur pays d'accueil ce qu'elles avaient fui dans leurs pays d'origine.

Nous nous joignons avec force à l'alerte lancée par Jean-François Bayart : les sciences sociales sont en danger¹⁵. À l'Iran, au Brésil, à la Pologne, à la Hongrie, à l'Égypte, et à bien d'autres encore, faudra-t-il bientôt joindre la France

¹² Bourdieu P., « Sociologie et démocratie », *Zellige*, 3, Service culturel, scientifique et de coopération de l'ambassade de France au Maroc. En ligne : <http://www.homme-moderne.org/societe/socio/bourdieu/Bsocdemo.html>

¹³ Selek P., « Lettre à Frédérique Vidal », *Mediapart*, 21 février 2021. En ligne : <https://blogs.mediapart.fr/pinar-selek/blog/210221/lettre-frederique-vidal>

¹⁴ Voir notamment Tiburi M., 2021. *How to Talk to a Fascist. The Authoritarianism of Everyday Life*. New York, Bloomsbury.

¹⁵ Bayart J.-F., « Les sciences sociales sont en danger à l'échelle internationale », *Le Monde*, 9 juillet 2020. En ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/07/09/les-sciences-sociales-sont-en-danger-a-l-echelle-internationale_6045667_3232.html

— comme l'Italie¹⁶ — à la longue liste des pays où il est devenu dangereux d'être chercheur·e critique ? L'état des sciences sociales dans une société est un indicateur de la santé de son cadre démocratique puisqu'elles nécessitent la possibilité de penser en dehors de et contre toute norme extérieure à la méthode scientifique. Les responsables politiques doivent accepter que le rôle des intellectuel·les n'est pas de conforter leurs décisions ni même les représentations communes dans la société, mais, ainsi que le soulignait Edward Saïd, de tenter de parler vrai au pouvoir¹⁷, au risque de lui déplaire. Selon lui, leur vocation est le « maintien d'un état d'alerte »¹⁸. C'est à ce titre que nous dénonçons vivement les agressions répétées que subissent les sciences sociales : quant à nous, au *Journal des anthropologues*, nous défendons la nécessité de continuer à débattre et à produire une pensée critique et engagée.

16 Nous pensons par exemple au sociologue Massimo Prearo, qui s'est retrouvé dans une tempête médiatique et politique pour avoir voulu organiser une journée d'études sur le thème « Demandeurs d'asile, orientation sexuelle et identité de genre » en 2018. Les études de genre sont plus globalement la cible de la droite et de l'extrême droite depuis quelques années.

17 Saïd E., 1996. *Des intellectuels et du pouvoir*. Paris, Seuil : 15.

18 *Op. cit.* : 39.